



# CONTRAT DE PARTENARIAT INSTALLATEUR « PARTENAIRE AGIR PLUS D'EDF »

## Entre

La Société : .....  
forme juridique de la société : .....  
au capital de (€) : .....  
dont le siège est situé : .....  
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de : .....  
sous le numéro : .....  
ou inscrite au Répertoire des Métiers de : .....  
sous le numéro : .....  
numéro de SIRET : .....  
représentée par : .....  
agissant en qualité de : .....

ci-après désignée « **l'Entreprise** »

## Et

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE,  
société anonyme au capital de 1 463 719 402 €  
dont le siège social est situé à Paris 8<sup>ème</sup>, 22-30 avenue de Wagram,  
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° 552 081 317 66522,  
représentée par : .....  
agissant en qualité de : .....

ci-après désignée « **EDF** »,

désignées individuellement « **la Partie** » ou conjointement « **les Parties** »,



Programme en faveur de la Maîtrise de la Demande  
d'Energie piloté par le comité MDE de La Réunion (DEAL,  
Région Réunion, ADEME, EDF) et financé par l'Etat.

## Il a été préalablement exposé ce qui suit :

Les présentes Conditions Particulières, définissent les conditions et modalités d'application par les Parties des Conditions Générales complétées des Conditions d'Application des offres Agir Plus d'EDF auxquelles souhaite adhérer l'Entreprise, pour former le Contrat.

Les Conditions Générales et les Conditions d'Application sont susceptibles d'évoluer dans le temps notamment en cas d'évolution de la réglementation relative aux CEE, de la délibération de la CRE du 2 février 2017, portant communication relative à la méthodologie d'examen des petites actions visant la maîtrise de la demande portant sur les consommations d'électricité dans les zones non interconnectées et de la délibération de la CRE du 17 janvier 2019 portant décision relative aux cadres territoriaux de compensation pour les petites actions de MDE en Corse, Guadeloupe, Guyane, Martinique, à Mayotte et à la Réunion.

EDF informera alors l'Entreprise des évolutions qui s'appliqueront de droit sans signature d'avenant. L'Entreprise a alors la possibilité de résilier le Contrat en cas de désaccord avec ces nouvelles conditions (cf. article 15 des Conditions Générales).

### Article 1 : Offres EDF portées par l'Entreprise

Conformément à l'article 3 des Conditions Générales (CG) « Zones d'interventions, compétences métiers et assurances professionnelles » l'Entreprise s'engage sur les offres Agir Plus d'EDF suivantes sur le territoire de la Réunion :

- ☐ Offre 1
- ☐ Offre 2
- ☐ Offre 3, ...

### Article 2 : taux de réclamations

Le taux de réclamations prévu à l'article 8 des CG « Qualité des Travaux / suivi des travaux et satisfaction des Clients » est limité à xx % du nombre de chantiers saisis dans le portail au cours de l'année contractuelle pour l'offre xxx.

### Article 3 : transmission des dossiers à EDF

En complément de l'Article 9 des CG : « Transmission de documents pour la validation des dossiers », l'Entreprise s'engage sur la qualité des dossiers qu'elle transmet à EDF. Tout dossier incomplet ou présentant des incohérences sera directement rejeté

L'Entreprise s'engage à réaliser à minima un nombre de xxx chantiers par an.

### Article 4 : Suivi du contrat et élection de domicile

En vertu des articles 12 et 13 des CG les interlocuteurs des parties sont les suivants :

Suivi du Contrat pour XXX :

M. /Mme : .....  
Fonction : .....  
Adresse : .....  
N° de téléphone : .....  
N° de fax : .....  
Email : .....

Suivi du Contrat pour l'Entreprise :

M. /Mme : .....  
Fonction : .....  
Adresse : .....  
N° de téléphone : .....  
N° de fax : .....  
Email : .....

## Article 5 : Date d'effet – Durée du Contrat

En vertu de l'article 14 des Conditions Générales, le Contrat de partenariat installateur entre en vigueur à la date de signature des présentes Conditions Particulières pour une durée maximale d'1 (un) an expirant au plus tard le 31 décembre de la même année.

Il est renouvelable deux fois par période d'un an par tacite reconduction et ne peut donc excéder trois ans.

Le contrat pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des Parties au moins deux (2) mois avant le terme de chaque période.

L'Entreprise reconnaît :

☐ avoir pris connaissance des Conditions Générales en vigueur à la date de signature des présentes Conditions Particulières et les accepter sans réserve. Ces conditions sont susceptibles d'évoluer lors de l'exécution du Contrat. Un courrier informatif sera adressé à l'Entreprise leur signalant les évolutions.

☐ avoir pris connaissance des Conditions d'Application des offres Agir Plus d'EDF mentionnées à l'article 1 en vigueur à la date de signature des présentes Conditions Particulières et les accepter sans réserve. Ces conditions sont susceptibles d'évoluer lors de l'exécution du Contrat, notamment pour le montant des primes économies d'énergie ou en cas d'évolution de la réglementation relative aux Certificats d'Economies d'Energie (CEE) et / ou de la délibération de la CRE du 2 février 2017 portant communication relative à la méthodologie d'examen des petites actions visant la maîtrise de la demande portant sur les consommations d'électricité dans les zones non interconnectées et / ou de la délibération de la CRE du 17 janvier 2019 portant décision relative aux cadres territoriaux de compensation pour les petites actions de MDE en Corse, Guadeloupe, Guyane, Martinique, à Mayotte et à la Réunion. Elles s'appliqueront de droit sans signature d'avenant. Un courrier informatif sera adressé à l'Entreprise leur signalant les évolutions.

Fait en 2 exemplaires originaux le ..... à .....

Pour l'Entreprise,

Pour EDF,

Les Conditions Particulières doivent être établies en deux exemplaires originaux. Elles ne doivent comporter aucune rature ou mot nul. Chaque page des Conditions Particulières et de ses annexes doit comporter un paraphe et la dernière page doit comporter une signature originale et le tampon des signataires.